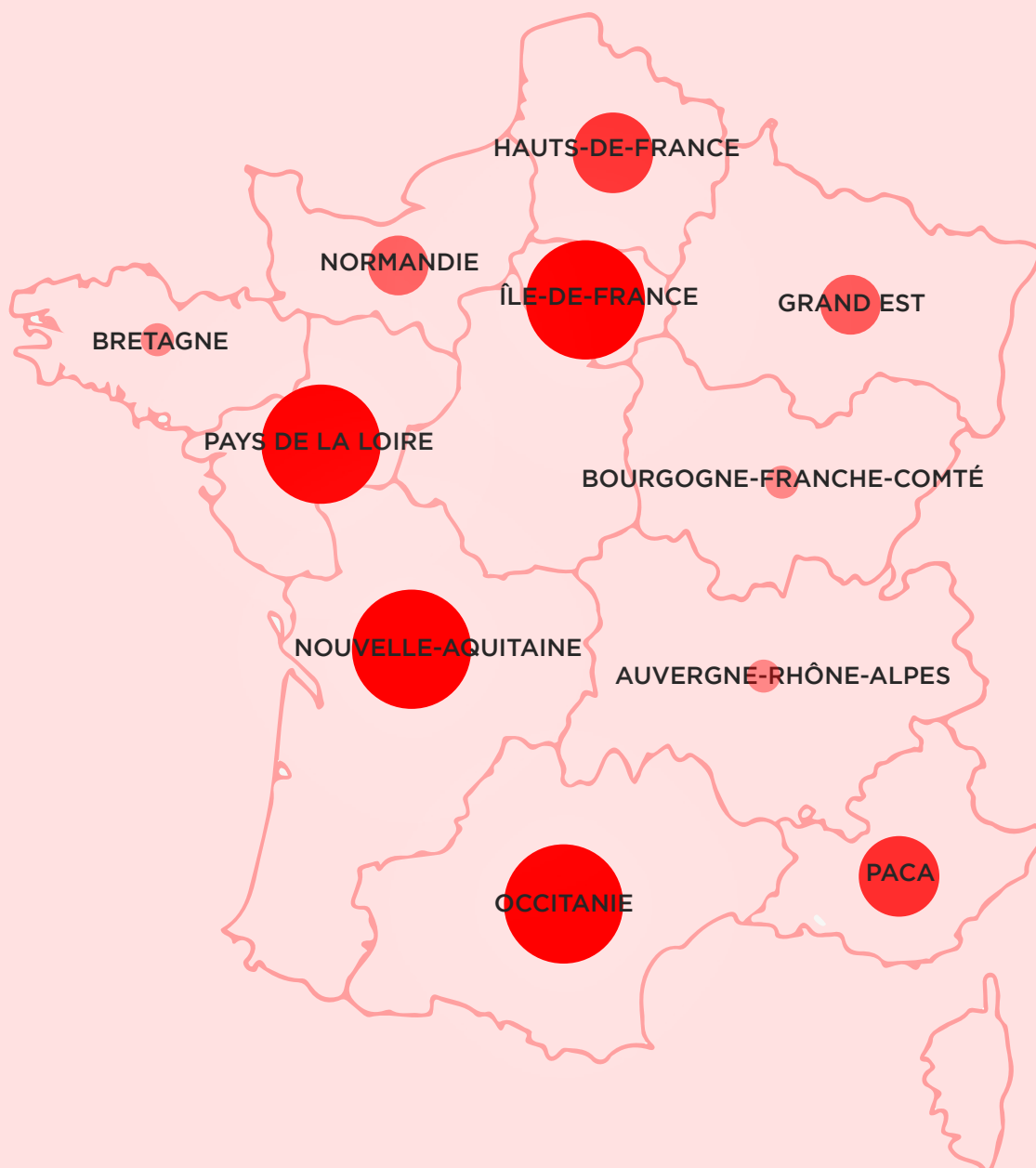


VIOLATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES EXILÉES

AUJOURD'HUI EN FRANCE, L'ÉTAT NE RÉPOND PAS À SES OBLIGATIONS :

DES MILLIERS DE PERSONNES EXILÉES
VIVENT DANS DES CONDITIONS INDIGNES
EN CAMPEMENTS, BIDONVILLES ET SQUATS



Nombre estimé de personnes vivant en campements, bidonvilles et squats en France - Juin 2019

0 à 499

500 à 999

1 000 à 1 499

> 1 500

Sources : Enquêtes, maraudes, remontées de terrain des associations de solidarité venant en aide aux personnes exilées

VIOLATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES PERSONNES EXILÉES

DÉTAILS DES REMONTÉES DE TERRAIN - JUIN 2019

Région	Nombre estimé de personnes vivant en campements, bidonvilles et squats
Pays de la Loire	Entre 1500 et 3000 personnes
Ile-de-France	Entre 1015 et 1800 personnes
Normandie	Caen : entre 500 et 550 personnes Cherbourg : 35 personnes Saint-Lô : 28 personnes Au total : plus de 600 personnes
Grand Est	Environ 700 personnes en cours d'évacuation
Occitanie	Environ 2000 personnes
Bourgogne-Franche-Comté	Environ 25 personnes
Nouvelle Aquitaine	Environ 1500 personnes
Auvergne-Rhône-Alpes	Environ 300 personnes en cours d'évacuation
Hauts-de-France	Grand-Synthe : 650 personnes Calais : 550 personnes
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Environ 1000 personnes

Ces chiffres sont issus des remontées de terrain des associations venant en aide aux personnes exilées.

Les associations ne cessent de contaster et d'alerter sur l'augmentation du nombre de personnes (femmes, familles, mineurs non accompagnés...) vivant en squats, en bidonvilles ou en campements dans des conditions sanitaires et sociales indignes.

Face à cette situation alarmante, déjà plus de 50 associations et collectifs citoyens ont signé le manifeste « Pour en finir avec les situations inhumaines d'errance et de campements en France ».